

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 10 FEVRIER 2016**

JP/RT

**OBJET : N° 2.2 – ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION CDG 07 CNRACL -**

L'an deux mille seize, le dix du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etait absent excusé :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 2.2 – ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION CDG 07 CNRACL -**

Envoyé en préfecture le 17/02/2016

Reçu en préfecture le 17/02/2016

Affiché le

Bescher
Levrault

ID : 007-250700267-20160210-2016BS020002-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Depuis plusieurs années, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ardèche (CDG 07) apporte, dans le cadre d'une convention rémunérée signée avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour le compte de la CNRACL, son soutien aux collectivités pour les renseignements relatifs aux dossiers CNRACL, mais également pour la vérification des dossiers y afférents avant leur transmission à la caisse de retraite.

La dernière convention est arrivée à son terme le 31 décembre 2014. Celle liant les collectivités, dans ce cadre-là, au CDG 07, a également pris fin.

Le conseil d'administration du CDG 07 a, par délibération du 4 novembre 2015, décidé de renouveler la proposition de convention CDG 07/Collectivités affiliées, que les collectivités sont libres ou non d'accepter et qui prévoit une participation financière.

Cette nouvelle proposition de convention organise la participation financière de la collectivité dans le cadre d'une assistance administrative à l'établissement des dossiers CNRACL. La facturation interviendra uniquement sur les dossiers des agents que les services du CDG 07 auront été amenés à traiter et à transmettre à la CNRACL au cours du semestre écoulé.

Il est proposé au bureau syndical :

- d'approuver le projet de convention tel que joint en annexe ;
- d'autoriser le président à signer ladite convention.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL



CONVENTION d'assistance administrative à l'établissement des dossiers CNRACL, IRCANTEC et RAFP par le CDG de l'Ardèche (mission de contrôle et de suivi des dossiers)

ENTRE

La **COLLECTIVITE** _____ (**ADRESSE- CODE POSTAL COMMUNE**),
représentée par **M./Mme** _____, **Maire/Président(e)**, agissant par délégation ou en vertu de la délibération du conseil _____ en date du _____, et ci-après désignée « la collectivité », d'une part,

ET

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ardèche, le Parc d'Activités du Vinobre – 175 chemin des traverse - CS 70187 – 07204 LACHAPELLE SOUS AUBENAS Cedex, représenté par **Monsieur Jean-Roger DURAND, Président**, agissant en vertu de la délibération n°35/2014 du conseil d'administration en date du 7 juillet 2014 et n° 38/2015 du 4 novembre 2015, conformément aux articles 27 et 28 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 et dans le cadre des articles 24 et 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 concernant les attributions des Centres de Gestion, et ci-après désigné : « le CDG 07 », d'autre part,

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites,

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 portant réforme de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 définissant le statut général de la fonction publique territoriale, et notamment son article 24,

Vu l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée prévoyant la possibilité pour les collectivités de recourir à l'assistance administrative du CDG pour réaliser toute tâche spécialisée concernant les agents des collectivités et établissements,

Considérant :

1°) qu'en application de l'article 24 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les centres de gestion :

- Peuvent assurer toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Sont habilités à recueillir, traiter et transmettre aux régimes de retraite, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, les données relatives à la carrière et aux cotisations des agents,
- Apportent leur concours aux régimes de retraite pour la mise en œuvre du droit à l'information des actifs sur leurs droits à la retraite,

2°) que la convention de partenariat de partenariat 2015-2017 avec la caisse des dépôts prévoit que le CDG07 est chargé d'une triple mission :

- Une mission d'information pour le compte de la CNRACL, de l'IRCANTEC et du RAEP destinée aux collectivités affiliées et à leurs agents,
- Une mission d'organisation et d'animation de séances d'informations collectives au titre de la CNRACL, de l'IRCANTEC et du RAEP au profit des collectivités affiliées et de leurs agents,
- Une mission d'intervention, pour le compte des collectivités, au titre de la CNRACL, sur les dossiers listés à l'article 2 de la présente convention, et adressés à la Caisse des Dépôts, ainsi que pour la fiabilisation des CIR (comptes individuels retraite) des agents des collectivités et établissements affiliés.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1- OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

Sur la demande de la collectivité, le CDG07 intervient dans les conditions définies par la présente convention, pour assurer une mission de contrôle et de suivi des dossiers « CNRACL » transmis à la CDC, et pour le transfert des données relatives à la carrière et aux cotisations des agents nécessaires à la mise en œuvre du droit à l'information des agents sur leurs droits à la retraite.

Article 2 – DOMAINES D'INTERVENTION DU CDG07

Le CDG07 assurera la mission de contrôle et de suivi exclusivement sur les processus listés ci-dessous :

- ☐ Régularisation de service (stagiaire et titulaire)
- ☐ Validation de services de non titulaire
- ☐ Rétablissement au régime général et à l'Ircantec
- ☐ Compte individuel retraite (CIR) (nouvelle prestation)
- ☐ Simulation de calcul (ex pré liquidation sans engagement)
- ☐ Demande d'avis préalable (ex pré liquidation avec engagement)
- ☐ Liquidation de la pension
- ☐ Correction des anomalies sur les déclarations individuelles (DI) (nouvelle prestation)

Ces traitements ne se substituent pas à ceux assurés par la caisse des dépôts visant à la recevabilité des demandes et à l'attribution des droits au regard de la réglementation.

Articles 3 – INTERVENTIONS PONCTUELLES SUPPLEMENTAIRES

Le service « relais retraites » du CDG 07 peut proposer également aux collectivités qui le souhaitent de les accompagner dans l'instruction de leurs dossiers sous forme de rendez-vous au siège du CDG.

Article 4- ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage à fournir au CDG 07 tous les justificatifs qu'il jugera utile pour l'accomplissement de la mission afin de pouvoir constituer des dossier à jour et répondant aux critères fixés par la Caisse des Dépôts.

Article 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 01 janvier 2016 pour une durée de 2 ans correspondant à la durée de la convention de mission intervenue entre le CDG 07 et la Caisse des Dépôts, sauf résiliation expresse de la collectivité, adressée au CDG07 par lettre recommandée avec préavis de 3 mois.

Article6 - MODALITES FINANCIERES

Conformément à l'avant dernier alinéa de l'article 22 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la participation financière demandée aux collectivités sollicitant l'assistance administrative pour les dossiers retraite (mission de contrôle et de suivi) est destinée à couvrir les dépenses afférentes audit service, afin que ces dernières ne grèvent pas le budget général du CDG07.

Les tarifs sont fixés par le conseil d'administration sur la base d'un forfait défini selon la nature du dossier traité ainsi déterminé :

- ☐ Régularisation de service (stagiaire et titulaire) : **12 €/dossier**
- ☐ Validation de services de non titulaire : **12 €/dossier**
- ☐ Rétablissement au régime général et à l'IRCANTEC : **26 €/dossier**
- ☐ Compte individuel retraite (CIR) (nouvelle prestation) : **20 €/dossier**
- ☐ Simulation de calcul (ex pré liquidation sans engagement) : **40 €/dossier**
- ☐ Demande d'avis préalable (ex pré liquidation avec engagement) : **50 €/dossier**
- ☐ Liquidation de la pension (vieillesse, d'invalidité ou de reversion) : **55 €/dossier**
- ☐ Correction des anomalies sur les déclarations individuelles (DI) (nouvelle prestation) : **30 €/dossier**

Les tarifs pourront être actualisés chaque année par délibération du conseil d'administration. Le recouvrement des frais de la mission sera assuré semestriellement par le CDG07. Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera versé à Monsieur le Trésorier de la Trésorerie de PRIVAS.

Article 7 – ANNULATION D'UNE INTERVENTION

En cas d'annulation d'une intervention du fait de la collectivité, les dossiers en cours de traitement seront retournés. Il sera facturé une contribution correspondant à 50 % du montant qu'aurait dû régler la collectivité si le processus était allé à son terme.

Article 8- LIMITATION DE RESPONSABILITE DU CDG 07

Le CDG07 n'assurant qu'une mission d'aide et de conseil se dégage de toute responsabilité concernant l'exactitude des éléments transmis par la collectivité ainsi que les décisions retenues par elle et de leurs suites.

Articles 9 – JURIDICTION COMPETENTE – Election de domicile :

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lyon. Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile au siège du CDG 07, 175 chemin des traverses- 07204 LACHAPELLE SOUS AUBENAS Cedex. La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à _____
Le _____

Fait à Lachapelle sous Aubenas,
Le _____

Pour la collectivité signataire
Le Maire (Le Président)

Pour le CDG07
Le Président,

Nom et prénom du signataire,

Jean-Roger DURAND